**Retraites : Les femmes, ces grandes perdantes**

Les inégalités de salaire et de carrière que subissent les femmes tout au long de leur vie active se répercutent sur le montant des pensions et l’âge de départ. Le projet du gouvernement va les pénaliser davantage que les hommes.

PAR ANNE-SOPHIE LECHEVALLIER PHOTOS BOBY INFOGRAPHIES ALICE CLAIR

Qui aurait pu le prédire ? Cette fois, Emmanuel Macron lui-même. Dans une salle des fêtes de Rodez dans l’Aveyron, le 3 octobre 2019, le chef de l’Etat tient un énième «grand débat», le premier consacré au thème des retraites. Il envisage encore de passer à un système à points «qui sera», promet-il, «plus favorable aux femmes». Il dit tout le mal qu’il pense alors de la situation actuelle : «Aujourd’hui le système, il est injuste quand on travaille et qu’on est une femme, il l’est encore plus quand on est à la retraite.»

Trois ans et quatre mois plus tard, réélu pour un second mandat, le même Emmanuel Macron a enterré ses idées de réforme systémique. Il compte faire adopter, avec les voix de la droite, un projet de loi prévoyant à la fois de retarder l’âge légal de départ de 62 à 64 ans d’ici à 2030 et de porter à 43 annuités la durée de cotisation requise afin de prétendre à un taux plein, plus rapidement que prévu. Du grand classique. Une réforme paramétrique, comme la plupart des précédentes, avec laquelle 11,8 milliards d’euros d’économies sont escomptées en 2030. Parmi les membres du gouvernement, la plupart s’évertuent à asséner qu’il n’y aura «pas de perdants» (Olivier Dussopt, ministre du Travail, dans le Journal du dimanche), voire que seront ainsi réduites «les inégalités inacceptables entre les femmes et les hommes au moment de la retraite» (la Première ministre, Elisabeth Borne, à l’Assemblée nationale, mardi).

Pourtant, cette réforme fait des perdants, et beaucoup de perdantes. Dans de nombreux cas, les femmes se trouvent davantage pénalisées que les hommes par l’allongement de la durée du travail. C’est écrit dans l’étude d’impact rédigée par le gouvernement et rendue publique lundi en même temps que le projet de loi. Dans les générations choisies en illustration, celle de 1966, chez qui la «hausse moyenne [de l’âge moyen de départ] est plus marquée pour les femmes (+ sept mois) que pour les hommes (+ cinq mois)». Les femmes nées en 1972, année où, en France, la première loi sur l’égalité salariale a été promulguée, devront travailler neuf mois de plus, dont cinq de plus que les hommes de leur âge.

Le jeudi 19 janvier, entre la place de la République et celle de la Nation à Paris, les manifestants n’avaient pas attendu de lire l’étude d’impact pour comprendre les conséquences de la réforme sur les femmes. En témoignent les pancartes brandies dans le cortège : «Je déprime moins en simulant l’orgasme qu’en simulant ma retraite», «Premières de corvées, retraites amputées»… «Une vaste fumisterie», résument des militantes retraitées du collectif pour la grève féministe. Plus loin, Lina, étudiante de 23 ans, pense à ses cours de socio à la fac : «On n’arrête pas d’étudier les inégalités entre les hommes et les femmes dans le monde du travail et les occasions multiples pour les femmes de s’arrêter de travailler. Et maintenant, on leur demande de travailler plus longtemps. Cette solution ne me paraît pas juste.»

**«C’EST AU-DELÀ DE L’ANARQUE»**

Cette injustice, dans la majorité présidentielle, certains finissent par la reconnaître. Les femmes «sont un peu pénalisées par le report de l’âge légal, on n’en disconvient pas», a lâché Franck Riester, ministre chargé des Relations avec le Parlement sur Public Sénat, s’attirant les foudres des communicants du pouvoir. Il y a aussi ce député Renaissance qui, quand on le questionne sur le sujet, se remémore les trois mots en majesté sur la couverture du dossier de présentation de la réforme - «justice, équilibre, progrès». Avant de partir dans un grand éclat de rire.

«C’est au-delà de l’anarque, c’est vraiment une honte», s’étrangle Youlie Yamamoto. Au terme d’une semaine où débats et contre-feux se sont concentrés sur le sort des femmes à la retraite, cette porte-parole d’Attac et cofondatrice du collectif féministe des Rosies en 2019 est désormais convaincue que «la réforme peut tomber sous l’angle féministe». Pour rendre visible l’impact genré de la réforme, ce collectif détourne des chansons et crée des chorégraphies reprises dans tous les cortèges. Bleu de travail et foulard rouge à pois blancs sur la tête, les militantes reprennent les habits de Rosie la riveteuse, un symbole de la propagande américaine pendant la Seconde Guerre mondiale que les féministes, Beyoncé en tête, se sont réapproprié. Elles seront quelques-unes à enregistrer dimanche au siège d’Attac, une nouvelle chanson, sur l’air de 40 %, le morceau d’Aya Nakamura.

40 %, c’est justement l’écart aujourd’hui du montant des pensions dites de droit direct entre les femmes et des hommes. Une fois prises en compte les pensions de réversion (partie de la retraite du conjoint décédé versée au survivant), la différence se réduit à 28 %. «La retraite, c’est un miroir grossissant des inégalités que subissent les femmes au travail et tout au long de leur vie», explique l’économiste Rachel Silvera, maîtresse de conférences à l’université Paris-Nanterre.

«Cet écart est lié à deux choses, détaille-t-elle. D’une part, aux inégalités salariales qui restent élevées, avec entre autres, la non-mixité des emplois, de nombreuses parois de verre. Un sujet contre lequel l’index sur l’égalité salariale n’a rien changé. Il est lié, d’autre part, au poids des contraintes familiales. Qui s’occupe de nos enfants ? Qui devient aidant pour les personnes âgées ? Une femme sur deux, hors congé maternité, réduit ou arrête son activité professionnelle. C’est le cas d’un homme sur neuf.» Aujourd’hui, 20 % des femmes (et 10 % des hommes) attendent leurs 67 ans et l’âge d’annulation de la décote pour partir à la retraite, souvent faute d’avoir cotisé le nombre de trimestres suffisants. Se mettre à temps partiel ou interrompre son activité n’est pas toujours choisi. En 2019, la capacité théorique d’accueil pour les 2,3 millions d’enfants âgés de moins de 3 ans s’établissait à 59,8 places pour 100 enfants, mentionne une récente note de la direction du Trésor à Bercy.

**«ANTI-REDISTRIBUTIF ET INÉGALITAIRE»**

Même sans les effets du projet de réforme du gouvernement Borne, cette situation n’est pas près de s’améliorer. Certes, la participation croissante des femmes au marché de l’emploi a permis de réduire les inégalités de pensions entre les hommes et les femmes. Mais, relève Carole Bonnet, directrice de recherche à l’Institut national des études démographiques (Ined) et affiliée à l’Institut des politiques publiques, «depuis vingt ans, on observe un essoufflement de la réduction des écarts de rémunération dans la vie active, et les projections du montant des pensions montrent que l’écart entre les hommes et les femmes persiste à l’horizon 2050. Quand on dit que les durées validées deviennent les mêmes en moyenne, c’est exact, en particulier car on prend en compte les durées d’assurance liées aux enfants. Désormais, le problème principal porte moins sur le nombre de trimestres que sur le montant des salaires». La seule majoration qui joue sur les montants est celle de 10 % prévue pour les parents d’au moins trois enfants. C’est «anti-redistributif et inégalitaire», selon l’ingénieure-chercheuse Christiane Marty, membre du conseil scientifique d’Attac et de la fondation Copernic. «Les hommes ayant des pensions supérieures aux femmes, cinq milliards d’euros sur les huit que coûte ce dispositif leur sont versés, alors que dans l’énorme majorité des cas ce sont les carrières des femmes qui pâtissent de l’arrivée des enfants. Par ailleurs, une telle mesure nataliste n’est plus acceptable dans une perspective féministe.»

**SUR LA DÉCOTE, «DE QUI SE MOQUE-T-ON ?»**

Quant aux pensions de réversion, elles vont de moins en moins jouer le rôle d’amortisseur des inégalités de genre. Créées en même temps que le système de retraites, elles sont «une manière tardive de reconnaître le travail des femmes dans le couple, explique Paul Hobeika, qui termine une thèse sur les inégalités face à la retraite à Paris-VIII. Mais en bénéficier est plus difficile que les pensions de retraite, elles sont plus longues à obtenir et soumises à davantage de contrôle, en raison des conditions de mariage et de revenu». Le nombre de divorces augmentant, et ni le Pacs ni l’union libre n’étant pris en compte, ces pensions de réversion vont concerner moins de personnes. «La montée des divorces rend la pension de réversion dépendante du parcours conjugal de l’ex-mari, note Carole Bonnet. En outre, les femmes divorcées peuvent passer plusieurs années à la retraite sans rien toucher tant que leur ex-conjoint n’est pas décédé. Avec en plus moins de mariages, de moins en moins de femmes vont être couvertes par la réversion, et elles ne devront se reposer que sur leurs droits propres.» Selon un document du Conseil d’orientation des retraites (COR), en 2070, la part des effectifs de bénéficiaires d’une réversion dans les effectifs totaux des retraités serait quasi divisée par deux, à 15,4 %.

Le projet de réforme ne va pas faire disparaître ces inégalités. Loin de là. «Reculer l’âge et accélérer le calendrier allongeant la durée de cotisation, c’est mettre en difficulté les femmes, qui sont plus nombreuses à avoir des carrières incomplètes, prévoit Rachel Silvera. Les femmes qui vont être le plus pénalisées par cette réforme, ce sont celles qui s’arrêtent dans leur carrière pour s’occuper de leur enfant jusqu’à la maternelle, celles qui n’ont pas fait de longues études, celles qui occupent des emplois à temps partiel. Celles qui ne sont pas entrées sur le marché du travail assez tôt pour être en carrière longue et pas assez tard pour être cadre.» Pour de nombreuses femmes, les trimestres attribués pour les enfants ne joueront plus aucun rôle de compensation du fait du report de l’âge légal. La chercheuse s’attend aussi à une précarisation : «Décaler l’âge de départ, c’est accroître les "ni en emploi ni en retraite" et dans cette frange de précaires, il y a surtout des femmes. C’est la double peine : être senior et être femme. Le gouvernement annonce que les écarts de pension seront réduits. Mais c’est surtout parce qu’elles vont cotiser plus longtemps que les hommes ! La réduction de cet écart sera de l’ordre d’un ou deux points.» Quant à l’argument brandi par la Première ministre sur le fait que l’âge d’annulation de la décote (67 ans) ne sera pas reculé, il la fait bondir : «Madame Borne dit que sa réforme est plus juste, car l’âge d’annulation de la décote ne bouge pas. Quelle bonne nouvelle ! Le recul de l’âge de la décote de 65 à 67 ans lors de la réforme Woerth les a pénalisées. Dire que c’est un progrès parce qu’elle ne passe pas à 69 ans… De qui se moque-t-on ? On aurait plutôt pu attendre une suppression de la décote.»

Le projet de réforme comprend tout de même quelques améliorations, comme la prise en compte des congés parentaux, dans la limite de quatre trimestres, dans le dispositif des carrières longues, entamées avant l’année de leurs 20 ans. D’après le gouvernement, entre 2 000 et 3 000 femmes pourront partir chaque année à la retraite un an plus tôt. Un chiffre à mettre en regard avec les 341 000 femmes ayant ouvert leurs droits en 2021, selon la Cnav. Les aidants familiaux verront aussi les périodes où ils se sont occupés d’un proche prises en compte. Les revalorisations des minima de pensions bénéficieront également davantage aux femmes qu’aux hommes, puisqu’elles sont plus nombreuses à être concernées : la hausse pour les femmes déjà retraitées sera, par exemple, en moyenne de 6,7 %, prévoit le rapport d’impact de la loi, contre 5,1 % pour les hommes. Michaël Zemmour, professeur d’économie à Paris-I et Sciences-Po, a publié sur Twitter des ordres de grandeur : «Au terme de la réforme, on aura toujours environ 25 % des retraités avec une pension inférieure à 1 200 euros, environ 40 % des femmes et 15 % des hommes.»

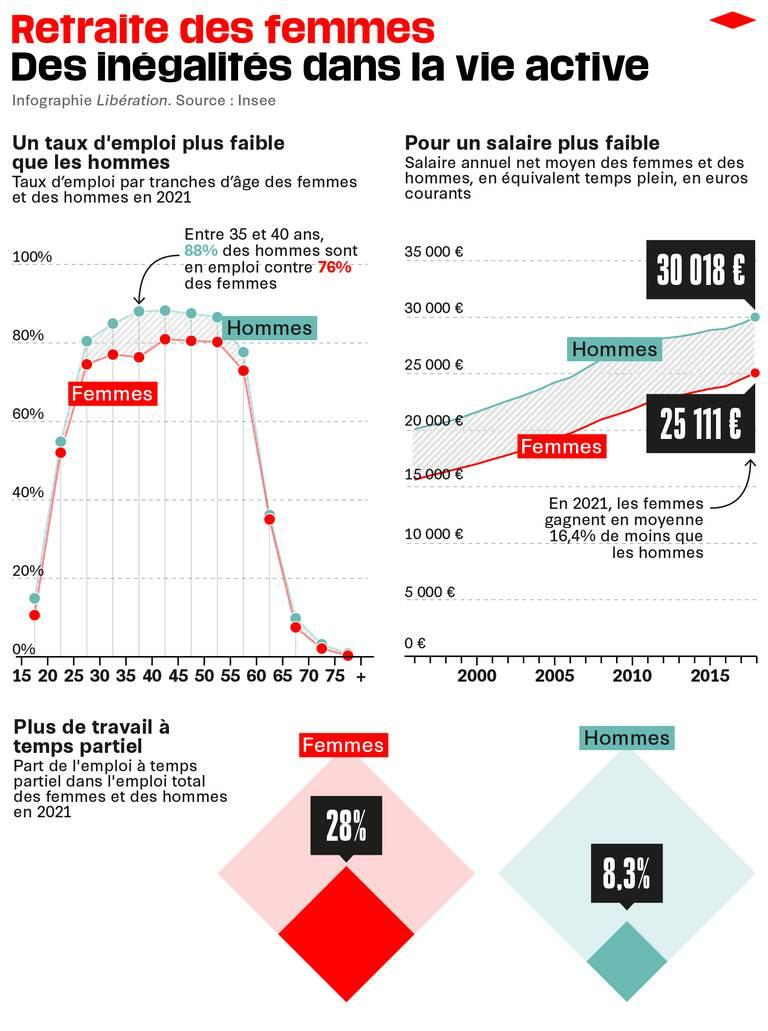
**«CELA MÉRITE UN DÉBAT POLITIQUE»**

«Ce texte ne réglera pas tout, a admis jeudi Olivier Dussopt lors de ses vœux à la presse. […] Les immenses différences qui existent en ce qui concerne les droits familiaux, la validation des trimestres de maternité, de parentalité, l’ancienneté de certains dispositifs familiaux, qui ont été conçus à une époque où le modèle familial se résumait à un seul modèle. […] Cela mérite un chantier que nous avons confié au COR et cela mérite aussi un débat politique, et je suis convaincu que les parlementaires sauront s’emparer de ces sujets pour pouvoir avancer.» Pour le gouvernement, autant la réforme des retraites ne pouvait pas attendre, autant la mise en place de tout mécanisme qui aurait pu contribuer à, au moins, atténuer les inégalités entre les hommes et les femmes peut visiblement être renvoyé à plus tard.

**Bobard**

PAR ALEXANDRA SCHWARTZBROD

Comment comprendre qu’en 2023, à l’heure où l’égalité hommes-femmes reste un combat quotidien, le chef de l’Etat ait pu envisager de démarrer son nouveau mandat avec un projet de réforme des retraites qui lèse clairement les femmes ? Certaines erreurs d’Emmanuel Macron et de son gouvernement frôlent décidément l’amateurisme. Ou attestent d’une déconnexion totale avec le monde réel et le quotidien de la population. A ce niveau-là, on ne sait pas ce qui est le pire. L’exécutif a bien tenté de faire croire que les femmes étaient les grandes gagnantes de ce projet, mais le bobard n’a pas tenu très longtemps. Il a suffi à certaines de se précipiter sur leur simulateur pour comprendre que, une fois de plus, elles n’étaient pas traitées de la même façon que les hommes, une évidence confirmée en début de semaine par… le ministre des Relations avec le Parlement, Franck Riester. La mesure la plus aberrante reste l’annulation des trimestres attribués pour congé-maternité du fait du report de l’âge légal du départ à la retraite. Quel esprit hors sol a pu imaginer qu’elle ne provoquerait pas de remous ? Il est temps que les dirigeants de ce pays comprennent que le parcours professionnel d’une femme reste jalonné d’embûches. Aujourd’hui encore. Salaires inférieurs à ceux des hommes pour un même poste, choix difficile de s’arrêter plusieurs mois pour faire un enfant à un âge où la carrière est censée prendre son envol, charge mentale plus importante dans la gestion du foyer puis des parents âgés, et l’on ne parle même pas des remarques ou des comportements sexistes. Mener de front une carrière professionnelle et une vie privée épanouies reste, pour une femme, une course d’obstacles incessante. Et l’on voudrait en plus leur demander de cotiser plus longtemps ? Les femmes sont en colère, pas question d’être prises pour des truffes, et elles entendent bien le clamer haut et fort, mardi, lors de la journée de mobilisation nationale contre ce projet de réforme ni fait ni à faire.



**Trimestres, pensions de réversion… les dispositifs pour limiter la casse**

AMANDINE CAILHOL

Certains chiffres en disent long en matière d’inégalités de genre : selon l’Insee, le revenu salarial annuel moyen des femmes est inférieur de 22 % à celui des hommes. Un autre chiffre raconte une autre inégalité : en 2020, les femmes avaient une retraite inférieure en moyenne de 40 % à celle des hommes, différence ramenée à 28 % en cas de réversion. Ajoutez à cela des facteurs structurels et socioculturels, et l’écart se creuse. Pour pallier ces inégalités, des dispositifs existent. Des mesures pour limiter la casse… que le gouvernement promet au mieux de conserver.

Des trimestres pour les enfants

Créée en 1972, dans un premier temps pour les mères de famille seulement,la majoration de durée d’assurance (MDA) pour enfant donne droit à des trimestres supplémentaires : au titre de la maternité ou de l’adoption (quatre trimestres) et en contrepartie de l’éducation de l’enfant (quatre trimestres). Depuis 2010, les trimestres pour adoption et éducation sont automatiquement attribués à la mère (comme cela était le cas auparavant) et, si les parents sont de même sexe, partagés entre eux. Mais ils peuvent désormais être répartis librement entre les parents sur demande. Les trimestres maternité reviennent, eux, de droit à la mère qui porte l’enfant. Ainsi une femme ayant eu deux enfants peut bénéficier d’un total de huit trimestres. De quoi l’aider à arriver plus tôt aux 41,5 à 43 annuités nécessaires pour une retraite à taux plein (selon sa génération), mais pas forcément à partir plus tôt, puisqu’elle devra attendre la borne d’âge de 62 ans, et demain peut-être 64 ans, pour liquider sa pension. Les trimestres cadeaux ne servent alors pas à grand-chose, la salariée devant fournir du rab de cotisation.

Des mesures pour combler les trous

Les personnes - majoritairement les femmes - qui arrêtent de travailler ou travaillent à temps partiel, pour élever leurs enfants ou s’occuper d’un enfant ou d’un proche handicapé ou malade, peuvent être affiliées «gratuitement» à l’assurance vieillesse des parents au foyer (AVPF). Sous conditions de ressources, la Caisse nationale d’allocations familiales prend alors le relais pour régler les cotisations retraites, au niveau du smic. Selon la Cour des comptes qui pointait, début 2022, «la complexité des droits familiaux de retraite», les trimestres résultant des MDA et de l’AVPF représentaient, en 2020, 16 % de la totalité des trimestres pris en compte au sein de la durée d’assurance tous régimes des femmes nouvellement retraitées du régime général.

De manière plus large, le temps partiel - qui concerne plus d’une femme sur quatre contre moins d’un homme sur dix - joue négativement sur le calcul des pensions. Depuis 2014, il faut avoir cotisé sur un revenu équivalent à 150 heures de smic, au lieu de 200 heures précédemment, pour valider un trimestre. Mécaniquement, les salariés à faible durée de travail ou à faible revenu peuvent acquérir plus facilement des trimestres.

Pension de réversion

Si ce droit est ouvert à tous, dans les faits, les femmes sont les principales bénéficiaires (88 % en 2020) des pensions de réversion. Le principe : une partie de la retraite dont bénéficiait ou aurait pu bénéficier l’assuré mort est versée, sous certaines conditions, notamment de revenus, à l’époux survivant. Dans le privé, elle est égale à 54 % de la retraite que la personne décédée percevait ou aurait pu percevoir (hors majorations). Lorsque le défunt a été marié plusieurs fois, la pension de réversion est partagée au prorata de la durée de chaque mariage. Ce dispositif réservé aux personnes mariées exclut de fait les Pacs et les unions libres.

**L’hémicycle en quête de solutions**

Les députés de tous bords ont déposé près de 7 000 amendements, notamment pour améliorer la prise en compte des carrières hachées.

ANNE-SOPHIE LECHEVALLIER

Signe que le sort réservé aux femmes dans le projet de loi de réforme des retraites ne passe pas, nombre des 7 000 amendements déposés en commissions à l’Assemblée cherchent à améliorer leurs droits. Même si dans la masse, beaucoup, jugés irrecevables, disparaîtront avant l’ouverture des débats dans l’hémicycle le 6 février. Ces amendements ne viennent pas seulement des oppositions. Ainsi le groupe Modem, tout en se disant favorable à la réforme, propose-t-il d’ajouter dans l’article 7, celui qui reporte l’âge légal à 64 ans, une disposition spécifique pour les mères, en abaissant de deux trimestres l’âge légal de départ en retraite par enfant. «Le report de l’âge légal à 64 ans conduit à une atténuation du bénéfice offert par les différents dispositifs de droits familiaux de retraite», écrivent les députés. Ils veulent aussi qu’un trimestre par enfant (dans la limite de 4) puisse être intégré dans le calcul de la surcote, ou que l’âge d’annulation de la décote soit ramené de 67 ans à 65 ans notamment pour les «assurés ayant accouché au cours de leur carrière ou dédié un an à la prise en charge d’une personne dépendante». Chez Renaissance aussi, des députés se sont attaqués au sujet. Comme cet amendement - retoqué au nom de l’article 40 car irrecevable financièrement -, qui proposait d’abaisser «jusqu’à un an l’âge légal de départ à la retraite pour les femmes ayant bénéficié d’une ou de plusieurs majorations de durée d’assurance au titre de l’incidence sur leur vie professionnelle de la maternité, notamment de la grossesse et de l’accouchement».

Le groupe Les Républicains, dont la majorité cherche à s’assurer les voix pour faire adopter sa réforme, a aussi proposé d’améliorer la prise en compte des carrières hachées. Ils sont plusieurs élus à demander le passage de l’âge de l’annulation de la décote de 67 à 66 ans pour les mères d’au moins deux enfants. Ironie de l’histoire, c’est pourtant quand la droite était au pouvoir, en 2010, sous Sarkozy, que cet âge a été reculé de deux ans, à 67 ans, lésant de nombreuses femmes. La droite veut aussi une harmonisation de la dizaine de régimes différents pour les pensions de réversion. Elle sera sur la même longueur d’onde a priori que le gouvernement, dont le ministre du Travail a évoqué le même point cette semaine.

A gauche, la Nupes est à l’origine d’environ 6 000 amendements, dont des dizaines visant à traiter les inégalités femmes-hommes. LFI propose, par exemple, de dégager des recettes auprès des entreprises qui ne respectent pas les règles d’égalité salariale, par des surcotisations notamment, afin de contribuer au financement de la caisse d’assurance vieillesse. Ou que le report de l’âge ne s’applique pas à nombre de professions et de branches. Hadrien Clouet, le chef de file LFI aux affaires sociales, défend aussi un alignement du taux plein sur l’âge d’ouverture des droits, arguant que «la décote, c’est la double peine», pour «ceux ayant eu des carrières hachées, ceux qui ont subi de plein fouet la précarité». Au PS, on se prépare à défendre une exonération des femmes du recul de l’âge légal de 62 à 64 ans. Et d’autres mesures «symboliques, comme la prise en compte dans le futur index senior des entreprises d’indicateurs sur les femmes», indique Arthur Delaporte, député du Calvados.